



## APPEL A PROJETS 10 000 LOGEMENTS HLM ACCOMPAGNÉS

### PRESENTATION SYNTHETIQUE DES PROJETS

INFORMATIONS ET COORDONNEES PROFESSIONNELLES		
Responsable du projet : Laurent GONZALEZ		
Nom de l'organisme porteur du projet : HABITAT AUDIOIS		
Téléphone : 04.68.10.32.50	Adresse électronique : l.gonzalez@habitat-audois.fr	
Président ou Directeur général : Denis JANAUD Directeur Général		
Fédération de l'organisme : Fédérations des Offices HLM	Région de l'organisme : Occitanie	
Ville : CARCASSONNE 27111000340013	Code postal :	
Numéro de SIRET : 27111000340013		
Autres organismes (si projet inter organismes) : ALOGEA		
DESCRIPTION DU PROJET		
<b>Nom du projet :</b>		
Projet innovant <input checked="" type="checkbox"/> Structurant <input checked="" type="checkbox"/> Inter organismes <input checked="" type="checkbox"/>		
Durée du projet : <b>36 mois</b>	Début : 01-01-2019	Fin : 31-12-2021
Coût total du projet : <b>160 200 €</b>	Montant des dépenses éligibles : <b>126 000 €</b>	
Taux de l'aide (par rapport aux dépenses éligibles): <b>50%</b>	Montant de l'aide demandée : <b>63 000 €</b>	
Autres financements : <b>15 000 €</b>	Financement sur fonds propres : <b>82 200 €</b>	
Nom du prestataire ou de l'opérateur de l'accompagnement : <b>Association Départementale d'Aide aux Femmes et Familles</b>		
Localisation du projet : <b>Département de l'Aude</b>		
<b>Description sommaire du projet :</b>		
<p>Projet d'accompagnement socio-éducatif adapté et renforcé auprès des ménages identifiés comme les plus fragiles et notamment (mais pas uniquement) les femmes victimes de violence, les personnes très isolées et les jeunes majeurs. L'objectif est de s'adapter aux besoins identifiés pour chaque ménage dans leur parcours logement et leur parcours de vie.</p> <p>C'est un projet fondé sur un travail partenarial entre les bailleurs, les associations, les financeurs et les partenaires de « droit commun ».</p> <p>Il s'inscrit dans la continuité du premier appel à projet et propose de rester sur une structuration identique tout en proposant des outils d'accompagnement complémentaire notamment pour les publics rencontrant des difficultés liées à la santé mentale.</p>		
PIECES JOINTES		
<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Courrier d'acte de candidature signé du Directeur de l'organisme</li> <li>2. Fiche d'identification du porteur de projet et de l'opérateur de l'accompagnement</li> <li>3. Attestation de l'organisme qu'il est à jour de ses cotisations CGLLS et qu'il dispose d'un Plan stratégique de Patrimoine</li> <li>4. Bilan des financements du FSI obtenus par l'organisme sur les trois dernières années.</li> <li>5. Note de présentation du projet, selon modèle ci-dessous</li> <li>6. Si ingénierie/ prestations intellectuelles, projet de cahier des charges ou des contrats liés au projet.</li> <li>7. Si le projet nécessite des recrutements au sein de l'organisme, fournir une fiche de poste</li> </ol>		

<b>AVIS DES CPR</b>		
Région :	Adresse électronique :	Tél :
Avis : 	Questions soulevées :	
Remarques :		
Date de l'instruction :		
<b>Rang de classement régional du dossier parmi les dossiers retenus :</b>		

## Appel à projets « 10 000 logements Hlm accompagnés »

### HABITAT AUDIOIS ACCOMPAGNEMENT SOCIO-EDUCATIF ADAPTE

#### DEMANDEUR(S)

##### ORGANISME

- Représenté par Monsieur JANAUD, Directeur général

Adresse : 1 Place Saint Etienne

Numéro SIREN : 27111000340013

5 966logements familiaux, dont 1 655 en QPV

- L'organisme atteste qu'il est à jour de ses cotisations CGLLS, et qu'il dispose d'un PSP.
- Responsable du dossier : GONZALEZ – 04.68.10.32.50 – l.gonzalez@habitat-audois.fr
- L'organisme a bénéficié des aides du FILLS ou du FSI au cours des trois années précédentes pour un montant total de 0 €.

#### DESCRIPTION DU PROJET

Dans le cadre d'un projet partenarial avec le bailleur social « ALOGEA », HABITAT AUDIOIS a répondu avec les associations ADAFF et SOLIHA à l'appel à projet 2014 sur les 10 000 logements accompagnés.

L'enjeu du projet était de répondre à des problématiques importantes sur le territoire audois marqué par une précarité croissante (3ème département le plus pauvre de France; taux de chômage de 12,5%) et de proposer un accompagnement adapté aux ménages pour lesquels aucun dispositif n'apportait de réponse en accès comme en maintien.

Deux ans et demi après, le bilan pour l'ensemble des partenaires est très positif. Le pilotage partenarial autour de l'accompagnement des ménages a permis non seulement de proposer l'accompagnement le plus adapté possible aux ménages concernés, mais également d'optimiser l'articulation avec les dispositifs de droit commun et de développer une véritable culture partagée de l'accompagnement social et du parcours logement. Le dernier bilan du projet mettait en avant pour les bailleurs et pour les associations la nécessité de poursuivre le dispositif qui répond pleinement aux besoins des populations les plus fragiles.

Nota : En 2017, 34 ménages ont été accompagnés, 20 pour l'accès et 14 pour le maintien. Parmi eux, il y avait 11 personnes isolées, 9 ménages isolés avec enfants et 14 couples avec enfants. Ces ménages rencontraient une ou plusieurs problématiques suivantes : difficultés financières (31) ; violences conjugales (9) ; isolement social très marqué (16) ; problèmes importants d'hygiène dans le logement (8).

Le nouveau projet présenté ici s'inscrit évidemment dans cette continuité tout en proposant de mieux cibler certains publics et de compléter les « outils » disponibles afin de répondre le mieux possible aux problématiques rencontrées.

Les objectifs sont les suivants :

- Poursuivre cet accompagnement adapté et modulable, à la carte, pour les ménages concernés ;
- Renforcer les outils d'accompagnement en s'appuyant sur les besoins identifiés, autour de deux principaux axes : lutte contre l'isolement par l'action collective et articulation de l'intervention sociale avec un accompagnement des problématiques de santé mentale.
- Placer au cœur de cet accompagnement la coordination entre tous les intervenants du ménage concerné et renforcer les moyens de la gestion locative adaptée du bailleur ;
- Poursuivre le pilotage partenarial opérationnel autour de l'accompagnement des ménages, qui est devenu structurant pour les bailleurs, pour les associations et parfois également pour les institutions concernées.

## **PUBLICS CIBLES DU PROJET**

Nombre de ménages accompagnés : 25 à 30 en fonction du niveau d'accompagnement avec 16 minimum en file active

Caractéristiques des publics cibles :

Le public cible correspond aux ménages qui, pour l'accès comme pour le maintien, rencontrent des problématiques multiples et/ou sont en rupture dans leur parcours logement. Ce sont des personnes ou des ménages pour lesquels les dispositifs de droit commun ne permettent pas de trouver des solutions et dont les problématiques remettent en cause l'accès ou le maintien dans le logement.

Suite aux besoins identifiés dans le cadre du premier projet, une attention particulière sera portée aux publics les plus isolés socialement (avec ou sans enfants), aux victimes de violences familiale, ainsi qu'aux jeunes majeurs. Des partenariats sont également développés pour accompagner les personnes ayant des problèmes de santé mentale.

## **MODALITES DE MOBILISATION DES LOGEMENTS**

### **MODALITES DE MOBILISATION DES LOGEMENTS**

Création d'une offre nouvelle ☒ Aménagement de logement existant ☒

Mobilisation de logements existants sans aménagement ☒ Reclassement offre existante en offre à bas loyer ☒

Nombre de logements : 25 à 30

Typologie des logements : La localisation, la typologie et le niveau de loyer sont définis lors du diagnostic.

Localisation de l'offre de logements accompagnés (région/département/commune(s)) : sur l'ensemble du département de l'Aude et notamment les Villes de CARCASSONNE/NARBONNE/LIMOUX/CASTELNAUDARY/LEZIGNAN/QUILLAN

### **Modalités de réservation et d'attribution des logements :**

Les logements ou relogements s'effectueront en priorité à travers le contingent préfectoral et en fonction de la rotation des logements existants. Les ménages en accès seront identifiés dans les Commissions d'Attribution comme relevant du dispositif des 10 000 logements.

De plus, une mise en commun du patrimoine des deux organismes pourra permettre d'apporter une réponse aux ménages.

Dans certaines situations, l'aménagement physique et/ou en termes de loyer pourra être envisagé si l'offre disponible ne permet pas de trouver de solutions.

Enfin, HABITAT AUDOIS ayant pour objectif de développer son parc de PLAI, la création d'une offre nouvelle permettra le cas échéant de répondre aux besoins les plus spécifiques.

## **ACCOMPAGNEMENT**

### **Méthodologie de réalisation de l'accompagnement**

L'ASEA permet la prise en compte de la personne/du ménage dans sa globalité. Il est inspiré de l'accompagnement socio-éducatif mis en place dans les structures d'hébergement de type CHRS (CHRS « hors les murs »). Dans le cadre de ce projet, sa mise en œuvre, de durée et d'intensité variable, sera coordonnée avec l'attribution d'un logement social pour les ménages qui en sont dépourvus. Le logement sera « le socle » sur lequel va venir s'appuyer l'accompagnement.

Les axes d'accompagnement sont définis à la suite d'un diagnostic précis réalisé avec le ménage sur la situation qu'il rencontre.

### **La phase de diagnostic**

Une première rencontre avec le ménage est réalisée par le bailleur afin d'aborder la situation problématique et d'introduire l'intervention de l'ADAFF.

L'ADAFF réalise ensuite un diagnostic précis de la situation. Ce diagnostic s'appuie sur « l'aller-vers », par le biais d'une rencontre sur le lieu de vie du ménage ce qui permet une prise en compte dans l'environnement de ce dernier.

Ce diagnostic permet de cerner, au-delà des difficultés repérées par le bailleur, le niveau d'autonomie du ménage, son potentiel d'action, son implication possible et souhaité dans ce dispositif d'accompagnement. Cette première rencontre est un moment clé pour la mise en place de l'accompagnement ; elle va permettre d'explicitier au ménage les modalités d'accompagnement et de mesurer son niveau d'adhésion. Ce diagnostic approfondi prend en compte le parcours au regard du logement, les ruptures, le réseau d'appartenance, les conditions de vie actuelles du ménage. Ce diagnostic partagé (famille, travailleur sociaux, bailleur social) permet de définir un accompagnement le plus ajusté possible et préconise les critères à prendre en compte dans le projet logement du ménage (loyer, localisation, typologie).

### **Les objectifs de l'accompagnement dans l'accès comme dans le maintien**

L'objectif principal est de favoriser l'accès et/ou le maintien dans le logement et d'insérer durablement les ménages les plus fragiles

Et, plus précisément :

- Accompagner sur les modes de vie qui peuvent parfois nuire à l'entourage (trouble du voisinage), entraîner de l'indécence voire de l'insalubrité du logement
- Accompagner l'appropriation du logement et son environnement afin que celui-ci soit envisagé par le ménage comme un lieu de vie pérenne et choisi
- Soutenir la gestion des actes de la vie quotidienne : gestion budgétaire (dettes, mise en place d'échéanciers, suivi dossier BDF, reprise et paiement des charges fixes, etc.), gestion administrative (ouverture de droits, traitement des courriers, etc.)
- Informer et éveiller sur les droits et devoirs du locataire en plaçant régulièrement, au cœur de l'accompagnement, le bailleur social comme un interlocuteur accessible pour le ménage lorsque des difficultés en lien avec le logement sont rencontrées
- Valoriser et /ou développer les compétences du ménage à savoir-faire, à savoir-être, à agir afin de le rendre acteur de son projet dans le logement
- Accompagner le ménage à percevoir ses fragilités et à créer un lien durable avec les partenaires adaptés (exemple : mise en place d'un parcours de soins, soutien à la parentalité, accompagnement budgétaire, etc.)

### **Adaptation de l'accompagnement (durée et adaptabilité)**

L'accompagnement proposé par l'ADAFF se caractérise par une approche globale et individualisée des problématiques : pluridisciplinarité, travail en réseau, y sont développés. Cet accompagnement « englobant » s'attache à proposer aux ménages un soutien à plusieurs niveaux et sur la durée.

Reposant sur l'aller-vers, la mesure d'accompagnement s'adapte aux besoins des ménages. Le contenu peut-être régulièrement ajusté à la situation. Ce choix d'accompagnement assure une souplesse d'intervention qui respecte le rythme d'évolution des ménages en fonction du niveau de difficultés rencontrées. Ainsi, cette adaptabilité permet de répondre également aux problématiques de l'urgence telles qu'éviter l'expulsion ou répondre à une nécessité de mise à l'abri (personnes à la rue ou hébergées de façon très précaires).

La fréquence des entretiens est variable en fonction des besoins du ménage et de l'évolution de sa situation : de plusieurs fois par semaine à une rencontre espacée de deux mois, sous une forme de veille sociale, avec un retour de visites intensives si le besoin est identifié. Le lieu des rencontres peut changer régulièrement au cours de l'accompagnement alternant entre :

- Le domicile du ménage : cela permet au travailleur social d'avoir un regard sur l'entretien du lieu de vie, son appropriation,
- Les locaux de l'ADAFF : où sont présents les outils nécessaires à la réalisation de certaines démarches (téléphone, outils informatiques)

- Des lieux publics permettant une ouverture vers l'extérieur et une inclusion progressive des ménages les plus isolés.

### **Les outils complémentaires proposés**

De nouveaux « outils » sont également proposés dans cet accompagnement « à la carte » afin de répondre aux besoins et aux difficultés rencontrés dans le dispositif actuel.

#### **Action collective et dynamique de groupe**

L'ADAFF propose de développer une approche collective en support et en complémentarité de l'accompagnement individuel en proposant des activités visant à lutter contre l'isolement, travailler au lien social et favoriser l'entraide entre les ménages accompagnés.

S'appuyant sur les temps collectifs déjà organisés au sein du CHRS, ces ateliers pourront se dérouler dans les locaux de l'association ou bien dans des espaces extérieurs. Ils accueilleront à la fois les personnes hébergées en CHRS et les locataires suivis dans le cadre du dispositif des « 10 000 ».

Ces temps collectifs permettront de sortir du quotidien et de prendre de la distance vis-à-vis des difficultés rencontrées. C'est aussi un outil indispensable au travail éducatif qui permet notamment de créer le lien de confiance nécessaire à la mise en place de toutes les démarches.

La démarche consiste à aider le ménage à traiter ses difficultés en lui permettant aussi de s'intégrer à une dynamique de groupe en participant à des ateliers sur différents sujets en lien avec le logement. Les thématiques abordées seront décidées par les participants. Des professionnels en lien avec le secteur du logement pourront intervenir : FUL, Banque de France, fournisseurs d'énergie, bailleurs.... Chacun pourra partager son expérience, ses questionnements avec d'autres personnes ayant connu des difficultés similaires et initier une évolution favorable de leur situation.

#### **L'Intermédiation Locative – Un appui pour les problématiques liées à la santé mentale**

L'IML, portée par SOLIHA Méditerranée et déjà présente dans le précédent projet, est envisagée pour l'accès comme pour le maintien dans le logement. Elle permet, pour les situations qui le nécessitent, d'articuler l'accompagnement social de l'IML (qui a pour objectif le savoir habiter) avec celui de l'ADAFF. Elle correspond à un sas intermédiaire avant le logement pérenne, induisant une synergie des partenaires autour de situation complexes.

De plus, **l'IML peut également être déployée sur un volet spécifique, pour répondre à des personnes en souffrance psychologique ou psychiatrique avérée, qu'elles soient stabilisées ou non.** Cette IML propose de mutualiser le projet insertion par le logement et le projet insertion par le sanitaire par le biais d'un accompagnement là-aussi adapté à la situation et à l'état de la personne concernée. Elle a pour objectif de prévenir les ruptures, de favoriser le maintien du ménage dans le logement, et d'agir aussi en sentinelle par rapport à l'état de santé de la personne, en faisant le lien avec l'équipe médicale. Un des objectifs ciblés est également de développer et d'animer un partenariat référencé et mutualisé avec le secteur sanitaire autour du projet logement de la personne. Cette IML s'inspire du dispositif « Housing First » déjà développée dans le réseau SOLIHA.

L'équipe d'intervention est composée **d'une TISF (Technicienne en Economie Sociale et Familiale) et d'une AMP (Aide Médico Psychologique).** Elles interviendront afin de :

Diagnostiquer au plus juste le degré d'autonomie ou d'aptitude au logement afin de construire au plus vrai l'accompagnement social en vers et dans le logement

Développer la capacité à s'approprier un lieu de vie ordinaire, à gérer son budget, à organiser son quotidien, à capacité à respecter son traitement médical, à respecter également le contrat d'accompagnement de l'IML, et aussi à se protéger.

#### **Complémentarité avec la gestion locative du bailleur**

La complémentarité de cette action avec la gestion locative du bailleur s'inscrit pleinement dans la politique d'accompagnement social de HABITAT AUDOIS qui est depuis plusieurs années un axe stratégique de l'entreprise.

Sur le plan opérationnel, elle repose en première ligne sur les Conseillères en Economie Sociale et Familiale et notamment une coordinatrice recrutée récemment, de l'identification des ménages en passant par le suivi mensuel et les échanges très réguliers sur les situations. En dernière étape, elle assure également une veille locative dans le cadre de la sortie du dispositif.

La coordinatrice participe régulièrement au Comité de Suivi. Elle pilote et appuie l'intervention des CESF et chargés de clientèle auprès des services internes, afin de :

- Positionner en Commission d'Attribution un logement adapté à la situation de la personne ;
- Proposer si nécessaire une diminution du loyer ou l'adaptation de l'offre ;
- Demander le cas échéant des interventions techniques (adaptation, remise en état, etc.) ou de nettoyage du logement identifiées comme nécessaires pour le bon déroulement du suivi.

Enfin, sur le terrain, l'agent de proximité reste également en veille sur la situation et fait remonter les informations.

### **Démarches mises en place pour favoriser l'adhésion du ménage**

« L'aller-vers » est un outil essentiel dans la mobilisation des ménages. Il permet d'aller-vers le ménage « là » où il se trouve : le « là » pouvant signifier aussi l'étape de sa vie où il se situe. L'adaptation des objectifs à réaliser au niveau de compétence des personnes permet de ne pas centrer l'accompagnement sur des fragilités mais à l'inverse, sur ce qui est possible. L'entrée dans un logement est une étape fondamentale dans l'insertion durable du ménage dans un nouvel environnement. Cette étape demande de nombreuses démarches et le « faire avec » permet de tisser du lien entre le travailleur social référent et la personne. Le « faire avec » peut également contribuer à éviter l'échec et à pérenniser les démarches entreprises. Dans le cadre du maintien dans le logement, rendre actrices les personnes accompagnées dans la recherche de solution favorise la stabilisation et leur permet de donner du sens à l'accompagnement, valeur essentielle favorisant l'adhésion.

### **Modalités de mobilisation de l'offre d'accompagnement existante ou nouvelle et structuration de la relation bailleur/accompagnateur**

Sur la base d'un « pré-diagnostic », le bailleur identifie des ménages correspondant au public cible, à partir d'une saisine en interne ou en lien avec les commissions existantes (SIAO, DALO, CCAPEX) et les travailleurs sociaux du territoire. Pour plus de réactivité, le choix des ménages est validé par simple échange de mail avec les financeurs (dont la DDCSPP). L'ADAFF engage alors la phase de diagnostic.

Le comité de suivi du dispositif regroupant les deux bailleurs concernés, l'ADAFF, SOLIHA et les financeurs se réunit tous les mois pour valider l'accompagnement proposé, par exemple :

- Accompagnement de la famille vers un dispositif de droit commun : promouvoir l'adhésion du ménage au dispositif adapté à ses besoins et faire le relais vers ce même dispositif ;
- Accompagnement global adapté : inspiré de l'accompagnement socio-éducatif global dispensé en structure d'hébergement de type CHRS ;
- Accompagnement global renforcé : reprend les modalités de l'accompagnement adapté en l'articulant avec les mesures d'Inter Médiation Locative (IML) décrites plus haut.

Un Comité de pilotage avec les financeurs est réuni par les deux bailleurs au minimum une fois par an. Au démarrage du projet, des indicateurs de suivi quantitatifs et qualitatifs seront définis dans le cadre du Comité de Pilotage de lancement. Ensuite, une fois par an, l'ADAFF et SOLIHA présenteront un bilan d'activité annuel basé notamment sur ces indicateurs. L'objectif est de mieux identifier l'impact de l'accompagnement dans le parcours logement des ménages et de proposer, le cas échéant, des évolutions dans le dispositif.

La pluridisciplinarité de l'accompagnement nécessite la mobilisation de l'ensemble des acteurs concernés sur le département de l'Aude. Ainsi, sont sollicités dans le cadre d'un accompagnement global les services du département (CMS, PMI, ALI par le biais des référents RSA, MDPH, etc.), les services communaux (CCAS, service d'hygiène et de salubrité de la ville, etc.), les services de l'état (pôle emploi, DDCS, etc.), les services de santé (hôpitaux de la ville, service spécialisé en santé mentale, services d'urgence).

Le rôle du bailleur et celui de l'opérateur de l'accompagnement et leurs engagements respectifs

Dès la connaissance de problématiques, la coordinatrice et le travailleur social référent de l'ADAFF se mettent en contact. Un lien partenarial étroit est instauré afin d'avoir une certaine réactivité quant aux situations complexes.

Une attention particulière est portée sur les moments clés de la vie du locataire : visite du logement, signature de bail, entrée dans les lieux. Ces « temps fort » peuvent être accompagnés en présence du bailleur et du travailleur social de l'ADAFF (ou de SOLIHA pour les IML) afin d'instaurer une relation tripartite. Ainsi, cette pratique permet d'éveiller le ménage sur le bénéfice du partage d'informations entre les différents acteurs intervenants (dont le ménage comme acteur de sa situation).

La relation bailleur/accompagnateur se base sur la confiance et l'échange d'informations. Les échanges « au fil de l'eau » concernant les ménages du dispositif sont essentiels et s'appuient sur la mise en place du référent dans chaque structure.

### **Adéquation du projet aux besoins spécifiques des publics ciblés par le projet**

Le public visé par ce projet aussi bien sur l'accès au logement que le maintien concerne des personnes isolées et des ménages en grande précarité cumulant différentes problématiques. Si leurs besoins peuvent être multiples et variés, le dispositif proposé permet justement de :

- Mettre en place un suivi personnalisé, suite à un diagnostic social précis

Les problématiques rencontrées par les ménages concernées peuvent être différentes pour chaque ménage mais aussi, dans le temps, pour le même ménage. La souplesse décrite plus haut est un élément essentiel qui n'existe pas ou peu dans les dispositifs existants

- Fédérer les actions des différentes structures ou associations agréées compétentes

Le suivi individualisé proposé permet à l'ADAFF d'avoir une approche pluridisciplinaire du ménage et d'assurer la coordination entre les différents intervenants en lien avec le ménage.

- Accompagner le ménage vers les dispositifs de droit commun

L'accompagnement proposé se pose comme une solution alternative aux dispositifs existants, lorsque ceux-ci ne sont pas adaptés. Mais il peut également être une étape vers ces dispositifs ou vers une autonomie complète dans le logement lorsque la situation du ménage évolue.

### **CARACTERE EXPERIMENTAL OU INNOVANT DU PROJET**

L'adaptabilité de l'accompagnement est un élément innovant essentiel du projet, qui s'appuie notamment sur des échanges partenariaux très réguliers concernant les outils existants et les possibilités d'action pour chaque ménage.

Ce projet tient compte de la complexité des situations de fragilité et de précarité sociale et propose un travail individualisé sur le parcours logement de chaque ménage accompagné.

Il est également évolutif et met en place de nouveaux outils qui répondent à des besoins clairement identifiés.

Ce caractère « adaptable » permet au dispositif de s'inscrire pleinement « en creux » du droit commun et de s'articuler avec les dispositifs existants.

### **PARTENARIAT ET MONTAGE FINANCIER**

Partenaires mobilisés : Bailleur, FNAVDL et/ou FSI (demande en cours auprès du Conseil Départemental)

Montage financier : L'ensemble des dépenses sont indiquées dans le tableau ci-joint.

NB : La conduite du premier appel à projet a nécessité de la part du bailleur un suivi plus important que celui prévu initialement pour la gestion locative adaptée, le suivi opérationnel des dossier (avec notamment le suivi et la coordination interservices au sein de l'entreprise). Le renforcement de l'équipe d'une coordinatrice répondait notamment aux besoins identifiés dans le cadre de ce dispositif.

- Mentionner également les autres dépenses liées au projet, même si celles-ci ne sont pas subventionnables : dépenses d'investissement, autres coûts liés au projet...ceci afin de permettre au Comité de sélection d'avoir une visibilité globale du projet



## **CALENDRIER PREVISIONNEL OU DUREE DE L'ACTION**

Début de l'action : 1<sup>er</sup> janvier 2019

Fin de l'action : 31 décembre 2021

Durée : 3 ans

## PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

DEPENSES				RECETTES			
	An 1	An 2	An 3		An 1	An 2	An 3
<b>Dépenses subventionnables :</b>							
Préciser la nature des dépenses éligibles							
- Diagnostic	2 000	2 000	2 000	Fonds propres	27 400	27 400	27 400
- Accompagnement social	14 500	14 500	14 500	Subvention sollicitée[1] au titre de l'appel à projet 10 000 logements Hlm accompagnés	21 000	21 000	21 000
Gestion locative adaptée				Autres financements Conseil Départemental	5 000	5 000	5 000
- Réalisée par le bailleur	9 000	9 000	9 000				
- Réalisée par l'opérateur de l'accompagnement	6 000	6 000	6 000				
Animation/coordination							
- Réalisée par le bailleur	6 500	6 500	6 500				
- Réalisée par l'opérateur de l'accompagnement	4 000	4 000	4 000				
Recrutement spécifique par un bailleur dans le cadre du projet							
Ingénierie/prestation Intellectuelle							
Formations-actions liées au projet							
<b>Sous - Total</b>	<b>42 000</b>	<b>42 000</b>	<b>42 000</b>	<b>Total</b>	<b>53 400</b>	<b>53 400</b>	<b>53 400</b>
<b>Autres dépenses liées à la mise en œuvre du projet – dépenses non subventionnables</b>	<b>An 1</b>	<b>An 2</b>	<b>An 3</b>				
Aménagement et équipements des logements	3 000	3 000	3 000				
Aide sur quittance/remise des loyers...	5 400	5 400	5 400				
Accompagnement non subventionnable (sanitaire, médico-social...)	3 000	3 000	3 000				
<b>Dépenses d'investissements</b>							
<b>Sous – Total</b>	<b>11 400</b>	<b>11 400</b>	<b>11 400</b>				
<b>Total</b>	<b>53 400</b>	<b>53 400</b>	<b>53 400</b>				

A noter ! En cas de cofinancement du projet par un autre organisme public, montant cumulé des financements publics (y compris de la CGLLS) inférieur ou égal à 80% du montant.

**A renseigner par le comité de sélection « 4<sup>ème</sup> appel à projet logements accompagnés »**

Orientation des financements

FNAVDL : ..... euros de subvention

FSI – Innovation : ..... euros de subvention

FSI – Modernisation : ..... euros de subvention